

# Pas de second mandat

## Joachim Gauck renonce à se représenter en 2017

Gérard Foussier\*



Agé de 76 ans, l'actuel président de la République fédérale d'Allemagne, Joachim Gauck, a annoncé le 6 juin 2016 qu'il ne briguerait pas un second mandat de cinq ans en 2017. La recherche d'un candidat obéit à des lois bien particulières.



### Auf der Suche nach einem neuen Bundespräsidenten

Nach dem Verzicht von Joachim Gauck auf eine zweite Amtszeit im Schloss Bellevue hat die Debatte über die Nachfolge begonnen. Die Wahl erfolgt anders als in Frankreich durch die Bundesversammlung; das Amt ist ein anderes als das des französischen Staatspräsidenten.

Red.

soit un peu plus d'un mois avant la fin du mandat de Joachim Gauck le 17 mars – et sept mois avant l'élection du chef du gouvernement. Autorité morale qui a relativement peu d'emprise sur les décisions politiques du gouvernement, le président assume une fonction essentiellement représentative.

Si de nombreux noms ont déjà été avancés, sans que les personnes concernées n'aient d'ailleurs donné leur avis, les états-majors politiques font preuve d'une grande réserve avant de désigner leur candidat. Car à

Un sondage révèle que 7 Allemands sur 10 auraient souhaité que Joachim Gauck reste à la tête de l'Etat. Mais depuis le siège de la présidence, le château de Bellevue au centre de Berlin (photo), Joachim Gauck a fait valoir des raisons de santé qui ne lui permettraient pas de garantir suffisamment d'énergie et de vitalité pour un second mandat. Contrairement au chef du gouvernement, élu par une majorité de députés issue d'une élection générale (elle aura lieu en octobre 2017), celle du chef de l'Etat se fait au sein d'un collège de grands électeurs (*Bundesversammlung*), réunissant tous les députés du *Bundestag* ainsi qu'un nombre égal de délégués désignés par les Parlements régionaux (des élus, mais aussi des représentants de la société civile). Cette élection aura lieu le 12 février 2017,

plusieurs reprises, depuis la naissance de la République fédérale d'Allemagne en 1949, l'élection présidentielle a pu être le signal d'un changement d'orientation politique dans le pays. Ainsi en 1969, après des années de domination chrétienne-démocrate (CDU) au gouvernement de Bonn, l'élection du social-démocrate Gustav Heinemann avec le soutien des libéraux, mais sans majorité absolue (par 512 voix contre 506 sur 1036 votants au 3<sup>e</sup> tour de scrutin), aura été le prologue à l'arrivée de la coalition sociale-libérale du chancelier Willy Brandt six mois plus tard. Il est cependant difficile de comparer l'échiquier politique de 1969 (trois partis au *Bundestag*) à celui de 2017 (qui compte actuellement quatre partis à Berlin, mais aussi 15 formations et groupuscules dans les

\* Gérard Foussier est rédacteur en chef de *Dokumente/Documents* et président du Bureau International de Liaison et de Documentation (BILD).

diètes régionales). Chaque formation politique tente de désigner un candidat qui correspond le mieux à ses valeurs politiques. Une personnalité qui représenterait l'actuelle coalition CDU-SPD aurait certes toutes les chances de l'emporter, mais à sept mois des élections législatives, les deux partis ne veulent pas exclure l'éventualité d'autres alliances pour accéder à la chancellerie à l'automne : la CDU avec les libéraux (s'ils dépassent la barre des 5 %, contrairement à 2013), le SPD avec les Verts et peut-être *Die Linke* (si l'aile conservatrice du parti accepte de s'allier avec les héritiers du communisme est-allemand). Et d'ici février 2017, deux élections régionales figurent au programme, dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale (le 4 septembre) et à Berlin (le 18), qui peuvent encore changer les rapports de force au *Bundesrat* (Chambre des *Länder*), par exemple avec l'arrivée, comme en mars 2016, de partis populistes qui ont bousculé les équilibres en place.

La CDU, dirigée par Angela Merkel, a déjà fait savoir depuis longtemps qu'elle envisageait de désigner son propre candidat à la présidence de la République, mais il lui faudra le soutien d'autres formations – aujourd'hui du moins, le compte n'y est pas. Le SPD non plus ne peut espérer obtenir seul une majorité des suffrages, car chez les Verts l'aile *Realo* des écologistes ne cache pas sa tentative de vouloir gouverner avec la CDU, ce qui n'est pas forcément du goût des fondamentalistes (*Fundis*).

### Une longue liste de candidats possibles

Il faut donc trouver, à défaut de s'assurer un savant calcul de voix, la personnalité susceptible de gagner les faveurs dans chacun des camps. Au sein du parti chrétien-démocrate, plusieurs noms sont avancés : Norbert Lammert (67 ans, président du *Bundestag* depuis 2008), Wolfgang Schäuble (73 ans, ministre des Finances depuis 2009 et député du *Bundestag* depuis 1972), Annegret Kramp-Karrenbauer (53 ans, ministre-présidente de la Sarre depuis 2011) et Ursula von der Leyen (57 ans, ministre de la Défense depuis 2013). L'allié bavarois de la CDU, le parti chrétien-social (CSU), fait valoir une nouvelle fois que jamais depuis 1949 un de ses membres n'a été président :

Gerda Hasselfeldt (65 ans, présidente du groupe parlementaire CSU au *Bundestag* depuis 2011) serait sur les rangs et pourrait avoir le soutien de la chancellerie, grâce au vote de ceux qui voudraient voir enfin une femme à la tête de l'Etat. Dans les rangs sociaux-démocrates, Frank-Walter Steinmeier (60 ans, ministre des Affaires étrangères depuis 2013, après avoir déjà dirigé ce ministère de 2005 à 2009), très diplomate par nature, a laissé entendre qu'il n'était pas intéressé et Martin Schulz (60 ans, président du parlement européen jusqu'à la fin de 2016) pourrait logner une éventuelle candidature, à moins qu'il ne préfère se lancer dans la course à la chancellerie. Chez les Verts, Winfried Kretschmann (68 ans, ministre-président du Bade-Wurtemberg depuis 2011) associe engagement écologiste et conservatisme, mais il vient tout juste d'être réélu dans son *Land* – sa candidature bouleverserait le paysage politique régional, mais ouvrirait la voie à une nouvelle forme de coalition à Berlin : Angela Merkel, dont on croit savoir qu'elle a l'intention de se représenter à l'automne 2017, pourrait ainsi, pour un quatrième mandat, gouverner avec les Verts après avoir dirigé le pays avec le SPD (de 2005 à 2009), le FDP (de 2009 à 2013) et de nouveau le SPD (depuis 2013). La liste n'est pas close : d'autres noms seront avancés d'ici la fin de l'année, y compris des personnalités moins politiques, mais suffisamment représentatives pour pouvoir parler pendant cinq années – au-dessus des partis – au nom de l'Allemagne, y compris à l'étranger.

Joachim Gauck, à ce titre, pourra être cité en exemple : l'ancien pasteur luthérien et opposant au régime communiste est-allemand à la fin des années 1980 a su gagner le respect de l'opinion publique. Après avoir échoué une première fois au 3<sup>e</sup> tour en 2010, battu par le chrétien-démocrate Christian Wulff, il avait obtenu en 2012 (après la démission de Wulff) plus de 88 % des suffrages dès le premier tour.

Tout sera déterminant pour le choix définitif du 11<sup>e</sup> président allemand, avec pour seule inconnue alors le vote des délégués de la société civile. Mais il semble déjà acquis que les représentants désignés par les formations populistes régionales seront en minorité.